

Équilibre budgétaire

**Croissance des dépenses  
gouvernementales**

# Composition des dépenses de programmes

---

- Le Fonds consolidé du revenu a été scindé en deux le 1<sup>er</sup> avril 2012
  - le Fonds général
  - et les fonds spéciaux.
- Le gouvernement a choisi d'exclure de la composition des dépenses de programmes celles des fonds spéciaux.
- Pourtant, à l'instar des dépenses de programmes, celles des fonds spéciaux sont maintenant soumises à un contrôle parlementaire.
- De plus, la dépense pour créances douteuses relative aux revenus fiscaux est exclue des dépenses de programmes, même si les créances fiscales auxquelles elle se rapporte appartiennent au Fonds consolidé du revenu.

# Composition des dépenses de programmes (suite)

---

- Certains fonds spéciaux, institués au cours des dernières années, se sont vu transférer
  - des dépenses qui auraient été incluses dans les dépenses de programmes
  - et des sources de revenus qui auraient été incluses dans les revenus budgétaires.
- À cet égard, mentionnons
  - le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)
  - le Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS)
  - le Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF)
  - et le reclassement de la dépense pour créances douteuses relative aux revenus fiscaux.

# Croissance des dépenses de programmes (en millions de dollars)

	Dépenses de programmes incluant les ajustements	%	FORT	FINESSES	FRAF	Dépense pour créances douteuses <sup>1</sup>	Autre ajustement <sup>2</sup>	Total des ajustements (B + C + D + E + F)	%	Dépenses de programmes excluant les ajustements <sup>2</sup> (A - G)	%
	A		B	C	D	E	F	G		H	
2002-2003	43 865	4,7	942	s.o.	534	278	277	2 031	12,0	41 834	4,4
2003-2004	45 339	3,4	991	s.o.	555	195	271	2 012	-0,9	43 327	3,6
2004-2005	47 656	5,1	1 102	s.o.	521	414	167	2 204	9,5	45 452	4,9
2005-2006	49 229	3,3	1 208	s.o.	528	497	231	2 464	11,8	46 765	2,9
2006-2007	51 734	5,1	1 348	s.o.	545	548	271	2 712	10,1	49 022	4,8
2007-2008	54 826	6,0	1 528	s.o.	550	668	306	3 052	12,5	51 774	5,6
2008-2009	58 550	6,8	1 731	s.o.	579	798	245	3 353	9,9	55 197	6,6
2009-2010	61 579	5,2	1 715	s.o.	575	900	174	3 364	0,3	58 215	5,5
2010-2011	63 967	3,9	1 993	252	624	933	187	3 989	18,6	59 978	3,0
2011-2012	66 215	3,5	2 431	609	801	871	-	4 712	18,1	61 503	2,5
2012-2013 <sup>3</sup>	67 959	2,6	2 689	998	765	865 <sup>4</sup>	s.o.	5 317	12,8	62 642	1,9
2013-2014 <sup>3</sup>	70 071	3,1	3 141	1 449	825	865 <sup>4</sup>	s.o.	6 280	18,1	63 791	1,8
<b>Moyenne (2003-2012)</b>		<b>4,7</b>							<b>10,0</b>		<b>4,4</b>
<b>Moyenne (2006-2012)</b>		<b>4,8</b>							<b>11,6</b>		<b>4,4</b>

1. La dépense pour créances douteuses a trait aux revenus fiscaux.

2. Les dépenses de 2002-2003 à 2010-2011 ont été modifiées par rapport à ce que le Vérificateur général avait publié l'an dernier pour tenir compte d'un ajustement apporté par le gouvernement dans ses documents budgétaires. Cet ajustement élimine du Fonds consolidé du revenu des dépenses ayant trait à la Société québécoise d'assainissement des eaux à la suite de l'abolition de cette dernière.

3. Ces données sont des prévisions.

4. Ces prévisions ont été obtenues auprès du ministère des Finances et de l'Économie puisqu'elles ne sont pas disponibles dans le budget 2013-2014.

Sources : Ministère des Finances et de l'Économie et Conseil du trésor.

# Croissance des dépenses de programmes (suite)

---

Réduction de la croissance des dépenses de programmes à la suite des ajustements découlant des changements législatifs

- Croissance incluant les ajustements
  - 4,7 % sur 10 ans
  - 4,8 % sur 7 ans
- Croissance liée aux ajustements
  - 10,0 % sur 10 ans
  - 11,6 % sur 7 ans
- Croissance excluant les ajustements
  - 4,4 % sur 10 ans
  - 4,4 % sur 7 ans

# Taux de croissance des dépenses de programmes

---

Efforts importants pour maintenir des taux de croissance des dépenses de programmes à un niveau aussi faible qu'en 2011-2012, voire pour les réduire

- Prévisions des taux de croissance excluant les ajustements découlant des modifications législatives
  - 2012-2013 : 1,9 %
  - 2013-2014 : 1,8 % } vs 2,5 % en 2011-2012
  
- Prévisions des taux de croissance incluant les ajustements découlant des modifications législatives
  - 2012-2013 : 2,6 %
  - 2013-2014 : 3,1 % } vs 3,5 % en 2011-2012

# Prévisions relatives aux dépenses de programmes (en millions de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total 2010-2014
<b>Budget 2009-2010 présenté en mars 2009</b>						
Dépenses de programmes	59 989	61 879	63 829	65 840	67 915	319 452
Taux de croissance <sup>1</sup>	4,5	3,2	3,2	3,2	3,2	
<b>Budget 2012-2013 présenté en mars 2012</b>						
Dépenses de programmes excluant les ajustements	58 389 <sup>2</sup>	60 165 <sup>2</sup>	61 384	62 642	63 751	306 331
Taux de croissance	5,3	3,0	2,0	2,0	1,8	
Ajustements						
Dépenses du FORT	1 715 <sup>2</sup>	1 993 <sup>2</sup>	2 400	2 750	3 224	12 082
Dépenses du FINESSS	s.o.	252 <sup>2</sup>	615	1 005	1 445	3 317
Dépenses du FRAF	575 <sup>2</sup>	624 <sup>2</sup>	787	740	800 <sup>3</sup>	3 526
Dépense pour créances douteuses <sup>4</sup>	900 <sup>2</sup>	933 <sup>2</sup>	865	865	865	4 428
<b>Sous-total des ajustements</b>	<b>3 190<sup>2</sup></b>	<b>3 802<sup>2</sup></b>	<b>4 667</b>	<b>5 360</b>	<b>6 334</b>	<b>23 353</b>
Dépenses de programmes incluant les ajustements	61 579 <sup>2</sup>	63 967 <sup>2</sup>	66 051	68 002	70 085	329 684
Taux de croissance ajusté	5,2	3,9	3,3	3,0	3,1	
<b>Budget 2013-2014 présenté en novembre 2012</b>						
Dépenses de programmes excluant les ajustements	58 215 <sup>2,5</sup>	59 978 <sup>2,5</sup>	61 503 <sup>2</sup>	62 642	63 791	306 129
Taux de croissance	5,5	3,0	2,5	1,9	1,8	
Ajustements						
Dépenses du FORT	1 715 <sup>2</sup>	1 993 <sup>2</sup>	2 431 <sup>2</sup>	2 689	3 141	11 969
Dépenses du FINESSS	s.o.	252 <sup>2</sup>	609 <sup>2</sup>	998	1 449	3 308
Dépenses du FRAF	575 <sup>2</sup>	624 <sup>2</sup>	801 <sup>2</sup>	765	825	3 590
Dépense pour créances douteuses <sup>4</sup>	900 <sup>2</sup>	933 <sup>2</sup>	871 <sup>2</sup>	865 <sup>6</sup>	865 <sup>6</sup>	4 434
Autre ajustement <sup>5</sup>	174 <sup>2</sup>	187 <sup>2</sup>	- <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	361
<b>Sous-total des ajustements</b>	<b>3 364<sup>2</sup></b>	<b>3 989<sup>2</sup></b>	<b>4 712<sup>2</sup></b>	<b>5 317</b>	<b>6 280</b>	<b>23 662</b>
Dépenses de programmes incluant les ajustements	61 579 <sup>2</sup>	63 967 <sup>2</sup>	66 215 <sup>2</sup>	67 959	70 071	329 791
Taux de croissance ajusté	5,2	3,9	3,5	2,6	3,1	

1. Ces taux représentent les cibles initiales.

2. Ces données proviennent des résultats réels comparativement aux autres données, qui sont des prévisions.

3. Nous avons appliqué le même niveau de croissance que celui du budget 2013-2014 puisque le ministère des Finances et de l'Économie ne nous a pas fourni cette prévision.

4. La dépense pour créances douteuses a trait aux revenus fiscaux.

5. Les dépenses ont été modifiées par rapport à ce que le Vérificateur général avait publié l'an dernier pour tenir compte d'un ajustement apporté par le gouvernement dans ses documents budgétaires. Cet ajustement élimine du Fonds consolidé du revenu des dépenses ayant trait à la Société québécoise d'assainissement des eaux à la suite de l'abolition de cette dernière.

6. Ces prévisions ont été obtenues auprès du ministère des Finances et de l'Économie puisqu'elles ne sont pas disponibles dans le budget 2013-2014.

Sources : Ministère des Finances et de l'Économie et Conseil du trésor.

# Prévisions relatives aux dépenses de programmes (suite)

---

Deux constatations découlent notamment de l'analyse du tableau 2.

1. Le budget 2009-2010 publié en mars 2009 prévoyait des dépenses de programmes de 319,5 G\$ de 2009-2010 à 2013-2014.
  - Elles ont été établies à **329,8 G\$** lors du budget 2013-2014, en considérant les sommes incluses dans le FORT, le FINESSS et le FRAF, l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux ainsi que la dépense pour créances douteuses, pour les rendre comparables à celles de mars 2009.
  - Sur une base comparable, les dépenses de programmes sont en hausse de **10,3 G\$** pour la même période.



# Prévisions relatives aux dépenses de programmes (suite)

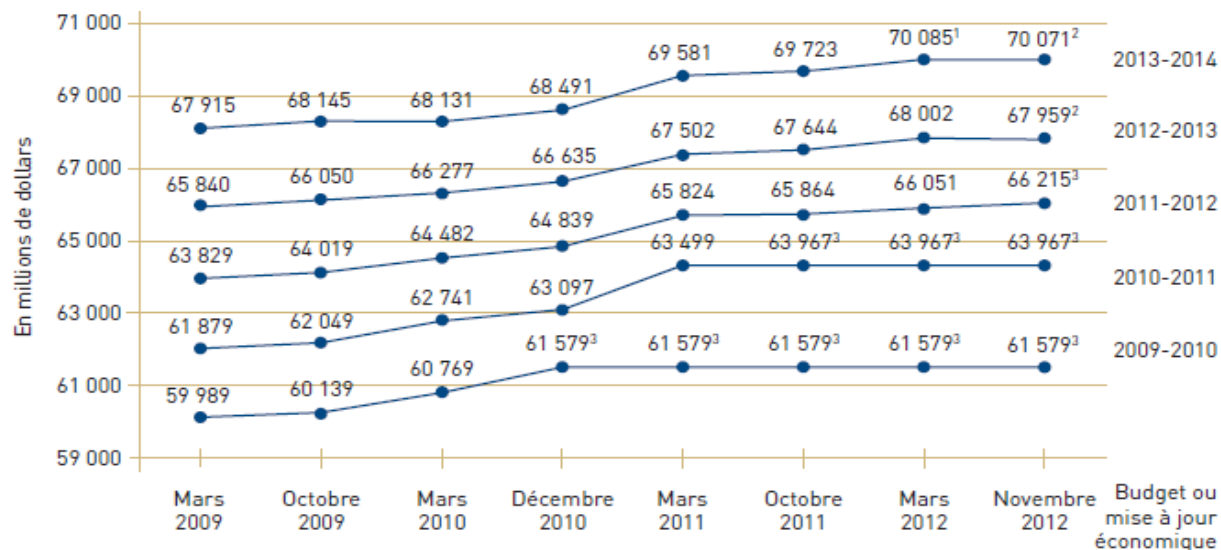
2. Les dépenses de programmes réelles de 2009-2010 à 2011-2012 ont dépassé les prévisions de 6,1 G\$.

**Tableau 3** Dépenses de programmes réelles vs prévisions de mars 2009  
(en millions de dollars)

	Dépenses réelles	Prévisions	Écart
2009-2010	61 579	59 989	1 590
2010-2011	63 967	61 879	2 088
2011-2012	66 215	63 829	2 386
<b>Total</b>	<b>191 761</b>	<b>185 697</b>	<b>6 064</b>

# Prévisions relatives aux dépenses de programmes (suite)

- Les dépenses de programmes ont presque systématiquement été revues à la hausse au fil des ans.



1. Cette donnée comprend les dépenses du FRAF établies selon le même niveau de croissance que celui du budget 2013-2014 puisque le ministère des Finances et de l'Économie ne nous a pas fourni cette prévision.

2. Ces données incluent les prévisions concernant la dépense pour créances douteuses relative aux revenus fiscaux, prévisions obtenues auprès du ministère des Finances et de l'Économie puisqu'elles ne sont pas disponibles dans le budget 2013-2014.

3. Ces données proviennent des résultats réels comparativement aux autres données, qui sont des prévisions.

Sources : Ministère des Finances et de l'Économie et Conseil du trésor.

# Composition des dépenses consolidées

- À compter de 2012-2013, les dépenses consolidées incluront certaines dépenses effectuées par le biais du régime fiscal en raison de l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme comptable. Auparavant, elles étaient comptabilisées en réduction des revenus.
- Le gouvernement a décidé de continuer de les exclure de la composition des dépenses de programmes, bien qu'elles s'apparentent à des transferts et soient effectuées par le Fonds consolidé du revenu.
- Sur 10 ans, ces dépenses, qui ne sont pas assujetties au vote annuel des crédits, se sont accrues de 266 %. Elles sont passées de 1,4 G\$ en 2002-2003 à 5,1 G\$ en 2011-2012.
  - Ce taux témoigne du recours important à ce mécanisme pour accorder de l'aide financière.
  - De plus en plus de dépenses ayant des caractéristiques similaires à celles des dépenses de programmes sont exclues de ces dernières.

# Croissance des dépenses consolidées (en millions de dollars)

	Dépenses consolidées avant les ajustements	%	Transferts effectués par le biais du régime fiscal	Transferts effectués par le Fonds consolidé du revenu – Prestations familiales	Autres <sup>2</sup>	Total des ajustements (B + C + D)	%	Dépenses consolidées après les ajustements (A + E)	%
	A		B	C	D	E		F	
2002-2003	45 852	4,9	1 405	552	913	2 870	13,1	48 722	5,3
2003-2004	47 666	4,0	1 561	533	894	2 988	4,1	50 654	4,0
2004-2005	50 100	5,1	1 977	412	902	3 291	10,1	53 391	5,4
2005-2006	52 421	4,6	3 729	s.o.	s.o.	3 729	13,3	56 150	5,2
2006-2007	54 645	4,2	4 248	s.o.	s.o.	4 248	13,9	58 893	4,9
2007-2008	58 342	6,8	4 382	s.o.	s.o.	4 382	3,2	62 724	6,5
2008-2009	61 668	5,7	4 686	s.o.	s.o.	4 686	6,9	66 354	5,8
2009-2010 <sup>3</sup>	65 082	5,5	4 978	s.o.	s.o.	4 978	6,2	70 060	5,6
2009-2010 <sup>3</sup>	68 722	s.o.	4 978	s.o.	s.o.	4 978	6,2	73 700	s.o.
2010-2011	71 155	3,5	5 163	s.o.	s.o.	5 163	3,7	76 318	3,6
2011-2012	73 605	3,4	5 145	s.o.	s.o.	5 145	-0,3	78 750	3,2
2012-2013 <sup>4</sup>	75 631 <sup>5</sup>	2,8	5 350 <sup>5</sup>	s.o.	s.o.	5 350	4,0	80 981	2,8
2013-2014 <sup>4</sup>	77 553 <sup>5</sup>	2,5	5 331 <sup>5</sup>	s.o.	s.o.	5 331	-0,4	82 884	2,3
<b>Moyenne (2003-2012)</b>		<b>4,8</b>					<b>7,3</b>		<b>5,0</b>
<b>Moyenne (2006-2012)</b>		<b>4,8</b>					<b>6,6</b>		<b>5,0</b>

1. Ces dépenses excluent celles du service de la dette.

2. Ces dépenses sont composées des crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge et de la réduction d'impôt à l'égard des familles. Les données proviennent des volumes *Dépenses fiscales 2006 à Dépenses fiscales 2009*, qui sont estimées sur une base d'année civile.

3. Afin de faciliter la comparabilité des données historiques et en raison de l'importance des montants en cause, nous avons présenté deux résultats pour 2010. Le premier résulte de la consolidation selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation des organismes des réseaux et le second, selon la méthode de consolidation ligne par ligne. Cette dernière méthode est celle utilisée pour les exercices postérieurs à celui-ci.

4. Ces données sont des prévisions.

5. Ces données incluent les prévisions concernant la dépense pour créances douteuses relative aux revenus fiscaux, prévisions obtenues auprès du ministère des Finances et de l'Économie puisqu'elles ne sont pas disponibles dans le budget 2013-2014.

Source : Ministère des Finances et de l'Économie.

# Taux de croissance des dépenses consolidées

---

Efforts importants nécessaires à l'égard des taux de croissance estimés des dépenses consolidées

- Prévisions des taux de croissance après les ajustements
  - 2012-2013 : 2,8 %
  - 2013-2014 : 2,3 % } vs 3,2 % en 2011-2012
- Taux prévus inférieurs à la moyenne des taux annuels de croissance sur 7 et 10 ans (5,0 %).

# Taux de croissance des dépenses consolidées (suite)

---

- Croissance des dépenses consolidées avant les ajustements pour l'exercice 2011-2012 (3,4 %) inférieure à celle prévue en octobre 2011 (3,8 %)
- Fléchissement observé en 2010-2011 et en 2011-2012 par rapport à la tendance historique de la croissance des dépenses de programmes et des dépenses consolidées
  - attribuable en partie aux paramètres permettant de limiter la croissance salariale

# Conclusion

---

- Nous réitérons l'importance de suivre la croissance de l'ensemble des dépenses consolidées.
- Il serait une bonne pratique pour le gouvernement
  - d'établir des cibles fixes à moyen terme pour la croissance des dépenses sectorielles et consolidées, et ce, par mission
  - de faire un suivi rigoureux de l'ensemble de ces cibles
  - et de rendre compte des écarts avec les cibles initiales.